



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Service des risques naturels et technologiques
Division des risques chroniques

Nantes, le 24 août 2023

Affaire suivie par Sophie LAVIGNE
sophie.lavigne@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.72.74.76.51
Réf : 2023-0585

La directrice régionale,

à

Monsieur le Directeur

HUTTEPAIN ALIMENTS

**ZI du champ d'Esse
72140 SILLE LE GUILLAUME**

Monsieur le directeur,

Vos installations, exploitées à SILLE LE GUILLAUME, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principale n°3642-2 et du BREF principal FDM. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez transmis le 05/02/2021 un dossier de réexamen.

Après examen de l'inspection des installations classées, le dossier de ré-examen transmis peut être jugé recevable concernant la mise en œuvre des MTD applicables à votre site à l'échéance du 04 décembre 2023.

Considérant votre engagement de mise en conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations

classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral. Le périmètre IED est celui du périmètre de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des activités sur le site.

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôles conformément aux articles L. 514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice,
Le Chef de Pôle Risques Accidentels
de l'Unité Interdépartementale Anjou-Maine



Franck DELACROIX

Copie :
– préfecture de la Sarthe.